

qui incombe aux Nations Unies et les ministres ont toute confiance que l'intervention du Secrétaire général à la Conférence de la paix de Genève sera à la fois complète et efficace.

Les ministres ont ensuite étudié la situation actuelle des débats engagés sur la réforme monétaire, et ce, plus particulièrement à la lumière des événements survenus lors de la réunion du Fonds monétaire tenue à Nairobi en septembre dernier et de celle du Comité des 20 qui s'est déroulée à Rome ce mois-ci. A ce sujet, les délégués ont fait remarquer qu'en ces deux occasions les ministres mexicains et canadiens ont eu l'occasion de procéder à des consultations et qu'il existait un accord général sur nombre des éléments de base d'un système monétaire réformé, considéré comme un tout. D'un commun accord, les ministres ont estimé qu'il serait souhaitable d'encourager, dans le contexte de la réforme, le transfert réel de ressources — dans des conditions appropriées — des pays développés vers les pays en voie de développement. Ils ont ajouté qu'ils devraient, ainsi que leurs fonctionnaires, poursuivre le processus de coopération et de consultation.

Les ministres ont constaté avec plaisir que, conformément à la déclaration approuvée à la réunion ministérielle de Tokyo (septembre 1973), les négociations commerciales multilatérales ont été officiellement ouvertes sous les auspices du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). L'une et l'autre délégations ont convenu de l'importance que présente pour tous les pays, l'heureux aboutissement de ces négociations. Ils ont décidé que, pour ce faire, tous les pays doivent partager les bénéfices des négociations et participer pleinement à leur organisation et à leur conduite. A ce sujet, il est spécialement important que l'intervention des pays en voie de développement ait le même poids que celle des autres nations dans les décisions prises lors des négociations. En outre, les ministres ont constaté que le Canada comme le Mexique considèrent les négociations comme un instrument significatif pour la libération et l'expansion du commerce mondial ainsi que pour la participation croissante du Mexique et du Canada à ladite expansion.

Les ministres estiment que les négociations sont un moyen supplémentaire de diversifier leur commerce et ils ont confiance que les dites négociations pourront, entre autres résultats, réduire les obstacles qu'élevaient les pays importateurs de matières premières à l'élaboration plus poussée de ces matières avant exportation par les pays producteurs de ces matières. Ils ont constaté avec plaisir que les délégations du Mexique et du Canada qui ont pris part aux négociations ont établi un système de coopération et de consultation pour les domaines présentant un intérêt commun pour leurs pays; ils ont par ailleurs exprimé leur intention de poursuivre ces consultations tout au long des négociations.